



1 Question n°06 : Comment l'Ecole doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?

1.1 Observations.

- grande hétérogénéité dans le niveau scolaire des élèves. Il faut apprendre à la gérer.
 - Le soutien scolaire familial n'est pas toujours existant.
 - Elèves voulant bien faire mais manque de moyens : difficulté scolaire et bonne volonté. Ces élèves-là ont *besoin* de l'école.
 - Le collège unique est LE problème : il regroupe une trop grande hétérogénéité
 - Les représentations de l'école : celle des élèves, des parents, des profs... Toutes différentes.
- Ceci nous amène à nous poser la question suivante : Quel sens donner à l'école ?

1.2 Propositions

- Définir le rôle de l'école : transmission d'une culture générale = savoirs de base (lire, écrire, compter et avoir une rigueur méthodologique) et ouverture d'esprit.
- Adaptation à l'hétérogénéité des élèves : diversification des filières
 - alternance possible dès la fin de la 5^e (3^e trop tardive) pour une remotivation face à l'école
 - création de passerelles : pour avoir la possibilité de réintégrer le système si l'élève le désire
- Le soutien scolaire et l'aide aux devoirs : nécessité d'aujourd'hui qui ne peut avoir lieu qu'en effectifs réduits (22 au maximum)
- Problème des programmes : redéfinir des exigences plus basiques et adapter les enseignements à la réalité.

Exemple : les IDD, bonne idée mais difficiles à mettre en place car les programmes restent les mêmes avec une diminution du volume horaire.

- Quel est le sens de l'école ? On ne peut pas tout faire : transmettre des connaissances ou former des citoyens ? Il faut recadrer les exigences afin que l'élève se sente bien dans sa peau.

D'où la question de la violence

2 Question n°15 : Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

2.1 Observation

- C'est une expression du mal-être de l'élève en échec : la violence est le seul moyen restant pour être reconnu.
- Le rôle de l'école n'est pas de pallier à la démission de certains parents dans l'éducation des enfants.



- L'autorité des professeurs peut être naturelle avec des classes à effectifs réduits.

2.2 Propositions

- Motivation = diminution de la violence
- D'où la question du sens de l'école et la question des moyens.
- Plus de cohésion et de cohérence entre adultes de l'établissement et parents seraient souhaitables
- Rapport à la règle : redéfinir les droits et devoirs, la liberté de l'élève, en intégrant la notion de respect.
- La sanction est un moyen de faire respecter la règle. Nous en distinguons trois grands types :
 - prévenir la famille et établir un dialogue
 - sanctions exemplaires
 - exclusion *avec* présence dans l'établissement

3 Solution proposée pour les questions 6 et 15

La solution est dans les moyens : les élèves veulent réussir, les professeurs veulent donner et nous pensons que cela ne pourra fonctionner que si on nous en donne les moyens, qui passeraient en premier lieu par une **baisse des effectifs** (22 élèves) et quelques heures supplémentaires pour les apprentissages fondamentaux.

4 Questions 7 & 10

**Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ?
Comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de
l'enseignement professionnel ?**

4.1 Constat :

Nous observons actuellement deux profils d'élèves :

- ceux qui choisissent leur orientation
- ceux qui subissent leur orientation

Comment rendre attrayant la vie professionnelle en vue des circonstances actuelles ?

Certains métiers sont en effet représentés de façon négative voire ne sont pas faciles à rendre attrayant pour des collégiens (la maintenance par exemple).

→ De plus, les choix pour les filles sont stéréotypés.

- Les **stages** en Quatrième dans le bassin de la Bruche ne sont adaptés qu'au secteur industriel. La formule du stage n'est également pas adaptée : elle pousse à dégoûter du métier et non à le valoriser.

- Il y a également une complexification des structures administratives entre les entreprises et l'Education Nationale pour l'accueil des stagiaires.



**Cité Scolaire
Haute Bruche**
18, Rue des Grives
67130 SCHIRMECK
Tél : 03 88 97 04 69
Fax : 03 88 97 27 83

Schirmeck, le 12 décembre 2003

Débat National sur l'Ecole

Page 3 / 5

- On constate aussi un manque de mobilité professionnelle et géographique. On réfléchit trop sur l'existant et l'hexagonal.
 - Combien de personnes savent que le « Programme – Cadre » de l'Union Européenne favorise les liens et aide à la formation professionnelle.
- Les élèves sont également jugés parfois en fonction de critères parcellaires : Français, Mathématiques et langue dominante (Allemand) pour la suite de leur carrière.
- A cela s'ajoute un paradoxe professionnel. La formation initiale n'est pas adaptée aux demandes du marché. En effet, un chef d'entreprise qui cherche une secrétaire, souhaitera qu'elle soit trilingue, juriste, qu'elle maîtrise le PAO / DAO, qu'elle sache créer des sites Web et qu'elle ait des compétences en Ressources Humaines. Or si on donnait le choix aux élèves ou aux parents, 80 % d'entre eux vont préférer la voie générale à la voie professionnelle
- Le système d'**orientation** en Collège est inadapté et n'existe quasiment pas en Lycée ; les Terminales ne savent pas quoi faire après le Baccalauréat pour 90 % d'entre eux.
- De plus, le CIO propose en général 1 conseiller pour 1 500 jeunes.
- De façon caricaturale, les Lycées Professionnels sont des poubelles de l'Education Nationale : affectation des élèves en situation d'échec et mise à disposition de formations non désirées ; s'ajoute l'application de programmes qui ne sont pas les leurs.
- On constate également que les élèves sont affectés en section CECPA non plus à 8, mais à 12, ce qui aboutit à ce que les élèves qui pourraient être aidés sont démoralisés par les autres. Ne vaudrait-il pas mieux les affecter en formation des missions locales ?
- La société sait que les BEP ne seront plus reconnus par les professionnels dans les années à venir. Pour le Collège, les entreprises devraient être managées pour recevoir les jeunes en formation, mais elles sont prises à la gorge. Pourquoi ne pas faire intervenir un organe comme la Chambres des Métiers et de l'Industrie qui s'oriente principalement en direction de l'apprentissage ?
- On sait également qu'un chef d'établissement (Principal) est noté sur le pourcentage d'orientation des élèves vers les Lycées Généraux.
- ⇒ Dans la majorité des cas, on informe les parents de la formation possible de leur enfant, mais ceux-ci ne s'investissent plus dans la formation de ce dernier. Les parents d'élèves en échec scolaire sont souvent ceux qui ne désirent pas revenir dans un établissement scolaire. → Comment réussir dans ce cadre sans appui familial ?
- Dans l'industrie il n'y a plus d'emploi pour des personnes non qualifiées. La société ne propose pas de travail à une certaine catégorie de la population, ce qui aboutit pour elle à un retour à l'Education Nationale. On constate là un défaut de structure.



**Cité Scolaire
Haute Bruche**

18, Rue des Grives
67130 SCHIRMECK
Tél : 03 88 97 04 69
Fax : 03 88 97 27 83

Schirmeck, le 12 décembre 2003

Débat National sur l'Ecole

Page 4 / 5

→ Les élèves en très grande difficulté scolaire sont orientés par défaut dans les LP, ce qui dévalorise ces sections et empêche un grand nombre d'élèves capables de s'investir et de s'épanouir dans ces filières.

→ Un élève qui ne sait pas lire (les consignes de sécurité) est un facteur de danger dans une classe professionnelle. Il se pose alors le problème de la responsabilité des enseignants ?

4.2 Pistes et propositions :

- maintenir l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans peut, dans certains cas, paraître une aberration. En effet, les enseignants doivent-ils conserver des élèves qui ne peuvent pas être aidés par le système généraliste. Ne serait-il pas judicieux d'adapter des MGI ou de les repenser ?

- Qu'existe-t-il comme alternative ?

- On peut souhaiter une collaboration plus étroite et plus systématique entre les Chambres de Commerce et d'Industrie et les établissements scolaires
- Pourquoi ne pas anticiper l'orientation dès la Sixième et faire prendre conscience aux collégiens de tout l'éventail professionnel.
- Il serait également intéressant d'instaurer un volume horaire destiné à l'orientation en y ayant préalablement formé les élèves, et non uniquement ceux d'Histoire-Géographie.
- Pourquoi ne pas faire appel à des intervenants extérieurs compétents dans les domaines socio-professionnels, notamment de gestion administrative. L'école doit pouvoir en disposer.
- Ne pourrait-on pas instaurer des passerelles entre les divers cursus de formation, mais aussi favoriser le retour à l'école et la « réinsertion » ? Ne serait-il pas plus productif de générer un pallier intermédiaire d'orientation au Collège
- Distinguer la formation initiale obligatoire et la formation continue et les rendre plus complémentaires.
- Les CIO ne pourraient-ils pas organiser avec les parents des forums de métier et des CLEE dans les établissements ?
- Ne serait-il pas possible de fournir une information plus complète sur l'orientation lors de la réunion parents-professeurs et d'envisager une information médiatique « choc » à destination des parents. → Impliquer les parents (sans les juger eux-mêmes) dans de petites cellules et non seulement les voir / classer comme « parents de mauvais élèves »

⇒ Dans tous ces cas de figure il s'agit de se donner des moyens humains, mais aussi financiers.



**Cité Scolaire
Haute Bruche**
18, Rue des Grives
67130 SCHIRMECK
Tél : 03 88 97 04 69
Fax : 03 88 97 27 83

Schirmeck, le 12 décembre 2003

Débat National sur l'Ecole

Page 5 / 5

⇒ Si le métier n'est pas valorisé par les professionnels, la voie de l'apprentissage n'est pas valorisante. Pourquoi, dans ce cas, ne pas valoriser les métiers par leur aspect financier ?

5 Quelques solutions possibles pour les questions 7 et 10

- La première année en LP devrait être un tronc commun d'orientation qui précéderait la durée actuelle de formation afin de permettre à l'élève d'affiner son choix.
- Il faut également former ces lycéens à la vie quotidienne, à la gestion de la société d'adultes. Dans ce cadre, les collectivités peuvent être des partenaires.
 - Enseigner la législation peut être bénéfique.
 - Nous constatons aussi que l'heure de vie de classe lycée ou module existe, mais que son volume horaire est insuffisant puisqu'il n'est que d'une heure actuellement.
- La mise en relation intersectorielle est à optimiser.
- il serait également judicieux de créer une section manquante : un genre de classes préparatoires à l'enseignement professionnel qui pourraient être prises en charge au niveau des missions locales au contact du terrain.